

AMNESTY INTERNATIONAL
Discours d'Irene Khan, secrétaire
générale d'Amnesty International, qui a
reçu le prix Pilkington lors d'un gala
ayant récompensé les femmes de l'année
à Londres le 14 octobre 2002

Index AI : ORG 10/009/02

(Seul le discours prononcé fait foi)

C'est pour moi un grand honneur et un immense privilège de recevoir cette récompense aujourd'hui.

J'ai consacré vingt-deux ans de ma vie à défendre la cause des droits humains et j'aimerais profiter de cette occasion, aujourd'hui, pour rendre hommage à l'action courageuse et inlassable des femmes qui, à travers le monde, luttent afin que chacun et chacune puisse exercer ses droits. En me remettant ce prix, c'est toutes ces autres femmes que vous récompensez.

Des femmes comme Radhia Nasraoui, en Tunisie, qui a été emprisonnée et harcelée et qui fait l'objet d'une surveillance constante en raison de son travail d'avocate spécialisée dans les droits humains ; des femmes comme Digna Ochoa, qui a été tuée au Mexique l'an dernier parce qu'elle avait osé s'élever contre l'injustice ; des femmes comme Irene Fernandes, militante malaisienne des droits humains et mère de trois enfants, qui est actuellement jugée pour avoir rédigé un rapport sur les camps de détention d'immigrés ; des femmes comme Frances Lovemore, directrice médicale d'une organisation non gouvernementale au Zimbabwe, qui a dénoncé la torture et le viol commis à des fins politiques. Aujourd'hui, ce prix vient saluer leur travail.

J'aimerais que cette distinction permette de faire entendre les voix de toutes les femmes dont les droits sont bafoués en prison ou dans les cellules des postes de police, dans les centres de détention ou sur le lieu de travail, ou encore par la famille ou l'entourage. Selon les chiffres publiés par la Banque mondiale, au moins une femme ou une adolescente sur cinq a été battue ou a subi des violences sexuelles au cours de sa vie, ce qui constitue une statistique honteuse à l'aube du XXI^e siècle.

Durant vingt et un ans, j'ai travaillé avec des milliers de femmes réfugiées ayant été violées pendant leur fuite, exploitées sexuellement dans leur pays d'asile par des fonctionnaires corrompus et mises en danger

lorsqu'elles ont été contraintes de retourner dans leur pays dans des conditions périlleuses.

Depuis une année, au sein d'Amnesty International, j'ai été confrontée à de nombreux problèmes en matière de droits humains, mais aucun ne m'a autant touchée que celui des femmes victimes de violences.

Le mois dernier, je me trouvais au Burundi pour discuter avec le gouvernement des atrocités commises par l'armée et les groupes d'opposition armée. Le Burundi est un tout petit pays situé au cœur de l'Afrique, oublié du reste de la planète, où la guerre civile a fait plusieurs milliers de victimes ces dix dernières années. J'ai vu et entendu des horreurs, mais rien ne m'a choquée comme ce qu'a révélé un représentant des Nations unies, à savoir que selon une étude très importante proportion de jeunes filles au Burundi sont violées avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans. Cette situation montre une fois de plus que les femmes sont les premières victimes de la guerre – des victimes qui, je le crains, sont souvent oubliées.

Cela dit, les femmes ne sont pas pour autant en sécurité en temps de paix. Au Pakistan, des centaines de femmes sont tuées par leur père ou leur frère au nom de l'honneur. En Inde, il arrive que la mariée soit brûlée vive si elle n'a pas une dot suffisante. Dans certains pays d'Afrique, les fillettes subissent des mutilations génitales au nom de la religion et de la culture. Au Nigéria, à l'heure actuelle, Amina Lawwal attend l'exécution de sa condamnation à mort par lapidation pour avoir eu un enfant hors mariage. En Arabie saoudite, 15 adolescentes sont mortes dans l'incendie de leur école : elles n'avaient pas été autorisées à quitter les lieux parce qu'elles ne portaient pas de foulard sur la tête et qu'aucun homme de leur famille n'était là pour les accompagner !

Pour beaucoup de femmes, le cadre familial est un lieu de terreur, même dans les sociétés prospères. Ici, dans ce pays même, la police reçoit au moins un appel par minute de personnes demandant de l'aide pour des problèmes de violence domestique. Aux États-Unis, une femme est battue toutes les quinze secondes et 700 000 femmes sont violées chaque année.

La violence contre les femmes est alimentée par une culture généralisée qui, malgré l'existence de la Déclaration

universelle des droits de l'homme, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de traités, de lois et de déclarations, nie aux femmes une égalité de droit par rapport aux hommes. Cette situation doit cesser. La violence dont souffrent les femmes s'appuie sur la discrimination, qui est perpétuée par les gouvernements, la société (et à ce titre, chacun a une part de responsabilité), les dirigeants politiques, les chefs d'entreprise, les dirigeants communautaires, les médias et l'opinion publique.

Depuis un certain nombre d'années maintenant, Amnesty International agit pour éradiquer la torture et les autres violations des droits humains. En tant que première femme secrétaire générale de l'organisation, j'ai inscrit la réalisation d'une campagne mondiale sur la violence contre les femmes au rang de mes objectifs personnels. En me décernant un prix aujourd'hui, vous contribuez, je crois, à braquer les projecteurs sur cette action.

Nous célébrons aujourd'hui les succès remportés par les femmes, et il s'agit en fait de célébrer l'espoir. Aussi, permettez-moi de conclure par l'histoire d'une femme ordinaire porteuse d'un espoir extraordinaire. Son nom est Zubaida, elle est afghane et je l'ai rencontrée en décembre dernier dans un camp de réfugiés à la frontière pakistanaise. Elle portait une *burqa* sale et déchirée qui la couvrait de la tête aux pieds à l'exception des yeux. Elle tenait un bébé dans les bras et était assise près de son mari. Je lui ai demandé ce qu'elle ferait après son retour. Je m'attendais à ce qu'elle me parle, comme les autres femmes du camp, de son enfant et de son époux. Mais elle a m'a regardée et m'a dit sans hésiter : « *Je vais rentrer chez moi pour étudier les sciences et devenir une scientifique.* » Cette femme, pauvre et illettrée, retournait dans un pays déchiré par la guerre après dix ans d'absence, mais elle s'accrochait à son rêve. Et tant qu'elle garde l'espoir, nous devons faire de même. Ce sont les femmes comme Zubaida qui inspirent les femmes comme vous et moi.

Alors, au nom des militantes des droits humains et des femmes du monde entier qui sont victimes de violations des droits humains mais qui continuent à espérer une vie meilleure, j'accepte cette récompense que vous me remettez aujourd'hui. Je vous remercie. ●

Pour en savoir plus sur le gala, vous pouvez consulter le site www.woyla.co.uk (en anglais).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site www.amnesty.org